

## Éthiopie : dynamiques de la guerre civile

Par **Sonia Le Gouriellec**

**Sonia Le Gouriellec**, titulaire d'un doctorat en science politique, est maîtresse de conférences à l'université catholique de Lille. Elle est l'auteur de *Djibouti : la diplomatie de géant d'un petit État*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2020.

L'Éthiopie est en proie à la guerre civile depuis novembre 2020. Les hostilités ont déjà connu plusieurs phases. Le pouvoir central a d'abord tenté d'écraser la rébellion tigréenne, mais celle-ci a réussi une contre-offensive spectaculaire. Se sentant menacé, le régime d'Abiy Ahmed a réagi vigoureusement, aidé par des approvisionnements d'armes étrangères. Au début de l'année 2022, la situation est des plus instables et aucune issue au conflit n'est en vue.

politique étrangère

La guerre civile éthiopienne est entrée en novembre 2021 dans sa deuxième année. Le conflit qui oppose le pouvoir central à l'insurrection du gouvernement régional du Tigré, dirigé par le Front de libération du peuple tigréen (TPLF), s'est étendu et fait désormais craindre l'implosion du pays. Le géant de la Corne de l'Afrique, avec ses 110 millions d'habitants, inquiète. Pourtant, voici quelques années encore, les observateurs évoquaient le « miracle éthiopien<sup>1</sup> ». Au cœur du dispositif des Nouvelles routes de la soie lancé par la Chine, l'Éthiopie était devenue un territoire où les entreprises chinoises et européennes se délocalisaient en grand nombre, afin de bénéficier d'une main-d'œuvre moins coûteuse et d'avantages fiscaux. Des taux de croissance affichés à deux chiffres en faisaient alors un modèle pour le reste du continent.

Un modèle qui s'effondra en 2020 avec l'éclatement de la guerre civile. Des dizaines de milliers de combattants périrent alors sur les champs de bataille, des milliers de civils furent massacrés ou violés et la famine fit son apparition.

1. C. Nallet, « Quelle success story pour l'Éthiopie ? », *L'Afrique en questions*, n° 18, Ifri, juin 2014, disponible sur : [www.ifri.org](http://www.ifri.org) (consulté le 18 janvier 2022).

La confrontation entre le Premier ministre Abiy Ahmed et l'État du Tigré aura de profondes implications nationales et régionales. Elle est susceptible de redéfinir la structure, le caractère et l'identité même de l'État éthiopien.

Comment en est-on arrivé là ? Autour de quelles oppositions idéologiques cette guerre civile s'articule-t-elle, et pourquoi les belligérants n'ont-ils pu trancher leur différend par le dialogue ? La victoire militaire du pouvoir central ne préjuge en aucun cas de la stabilité à venir du pays. L'embrassement n'est jamais loin, et les anciens alliés pourraient se transformer en nouveaux ennemis.

### **L'un des principaux moteurs de la confrontation : le « fédéralisme ethnique »**

L'idéologie paraît être l'un des principaux moteurs de la confrontation entre le Premier ministre et le TPLF<sup>2</sup>. Pendant près de trente ans, ce parti a dominé la coalition au pouvoir : le Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (EPRDF), coalition multiethnique composée de quatre partis. Il a bâti le « fédéralisme ethnique » bien avant qu'Abiy Ahmed ne devînt chef du gouvernement en 2018. Dans ses discours, ce dernier évoque régulièrement la grandeur de l'Éthiopie et il aime se présenter comme une sorte de messie, qui aurait pour mission de sauver son pays de ce qu'il considère comme un danger imminent : l'ordre fédéral multinational. Il considère en effet la reconnaissance constitutionnelle de l'ethnicité – telle qu'énoncée dans la Constitution de 1994 – et l'ethno-nationalisme qui en est issu comme un risque pour l'unité et la stabilité du pays<sup>3</sup>. Il rejette en particulier les références marxistes-léninistes qui sous-tendent les fondements idéologiques de l'arrangement constitutionnel actuel, de même qu'il cherche à repousser les diverses forces ethno-nationalistes – dont le TPLF – inspirées par une analyse marxiste de la question nationale.

Lorsque le TPLF et ses alliés ont vaincu la junte militaire du Derg (1974-1991) et pris le pouvoir, leur objectif était à la fois de gouverner le pays et de réinventer un État multinational, où la souveraineté reposerait sur les différentes nationalités composant la société éthiopienne. La question a été tranchée au début des années 1990, avec une nouvelle Constitution qui instaurait un État fédéral ethnique dont les Tigréens étaient les initiateurs.

2. A. de Waal, « Abiy Ahmed's Counterrevolution », *The Baffler*, 26 avril 2021, disponible sur : [thebaffler.com](http://thebaffler.com) (consulté le 18 janvier 2022).

3. L'Éthiopie est un État fédéral ethnique comprenant neuf régions-États (*kellel*), énoncés à l'article 47 de la Constitution de 1994 – et dont les frontières recoupent à peu près les lignes ethniques –, et deux administrations urbaines : les Conseils administratifs d'Addis-Abeba et de Dire Dawa.

Cette constitution résultait donc directement d'une politique de « démocratie ethnique », menée par le gouvernement en place. Elle reflétait également le contexte de l'époque et constituait une réponse à la politique du Derg.

Ainsi, l'alinéa 5 de l'article 39 de la Constitution de 1994 ne parle-t-il pas d'« ethnies » mais de « nations, nationalités et peuples ». Une formule influencée par la pensée soviétique qui, à l'époque, était bien présente chez les cadres de l'EPRDF<sup>4</sup>. Le modèle puisait son inspiration dans la théorie des nationalités de Joseph Staline, développée alors qu'il était commissaire du peuple aux nationalités. La Constitution autorisait également les « nations et nationalités » à se gouverner par elles-mêmes : en 2019, les Sidama ont usé de ce droit et voté pour devenir le dixième État de la fédération.

Le TPLF a donc un héritage à défendre et s'oppose catégoriquement au programme centralisateur d'Abiy Ahmed, que l'on pourrait résumer par le slogan *Make Ethiopia great again...* D'un point de vue organisationnel, il s'agit d'un parti politique marxiste-léniniste qui a évolué en entité autoritaire et néo-patrimoniaire. Le parti a en effet été contraint de céder le pouvoir après les contestations populaires de 2014, menées principalement par les membres de l'ethnie Oromo, rejoints un temps par les Amhara. Les troubles ont éclaté en raison de la décision du gouvernement central de traiter lui-même des questions agraires, la terre étant propriété de l'État en Éthiopie. Ainsi, en mai 2014, l'administration de la capitale Addis-Abeba a annoncé un plan d'expansion urbaine (*master plan*) qui avait pour projet d'intégrer plusieurs municipalités voisines, et donc d'empiéter sur la région Oromo. Les mobilisations se sont alors rapidement étendues, provoquant des milliers d'arrestations et des centaines de morts.

**Le TPLF s'oppose catégoriquement au programme centralisateur d'Abiy Ahmed**

Les contestations ne portaient pas seulement sur le modèle économique lui-même ni sur la forme de l'État (fédéralisme ethnique), mais sur l'absence d'alternance et sur le glissement du régime vers l'autoritarisme. De plus, l'Éthiopie connaissait alors une véritable expansion économique mais les fruits de la croissance étaient mal partagés. Les droits de l'homme n'étaient guère respectés et les gouvernements régionaux étaient peu démocratiques.

4. S. Vaughan, « Le fédéralisme ethnique et la démocratisation depuis 1991 », in G. Prunier (dir), *L'Éthiopie contemporaine*, Paris, CFEE-Karthala, 2007, p. 369-395.

C'est dans ce contexte qu'en 2018 Abiy Ahmed est désigné pour devenir Premier ministre par l'aile oromo (Organisation démocratique des peuples oromo) de l'EPRDF. On lui confie alors un mandat spécifique et limité, consistant à conduire le pays vers la démocratie tout en construisant un consensus national et en élargissant l'espace politique. Il libère alors un certain nombre de prisonniers politiques et cherche à rappeler ceux qui étaient exilés.

À cette période, le monde se réjouit du rapprochement entre l'Éthiopie et l'Érythrée, qui valut au Premier ministre éthiopien le prix Nobel de la paix. Peu nombreux furent les observateurs qui s'inquiétèrent de la mise à l'écart du processus des Tigréens, alors même que le conflit entre les deux pays s'était justement déroulé à leur frontière – c'est-à-dire en territoire tigréen – à la fin des années 1990. La transition s'est donc trouvée rapidement confrontée à de nombreuses difficultés. Une vieille opposition idéologique s'est réveillée sur la forme même de l'État éthiopien et sur le partage des prérogatives entre les régions et le pouvoir central. Ce désaccord récurrent a pris un tournant dangereux lorsque le Premier ministre a entrepris de dissoudre l'EPRDF pour créer en 2019 un autre parti, le Parti de la prospérité (PP) – entité unitaire sans représentation formelle et institutionnalisée des groupes ethniques.

L'EPRDF représentait les plus grandes régions ethno-nationales du pays. La structure organisationnelle de cette coalition reflétait l'architecture constitutionnelle de la fédération éthiopienne. En dépit de ses pratiques autoritaires, les structures normatives et institutionnelles de l'EPRDF étaient largement acceptées par les principaux groupes ethniques<sup>5</sup>. En revanche, les Tigréens ont refusé d'intégrer le nouveau Parti de la prospérité et les quelques membres restés au sein du cabinet du Premier ministre ont finalement été écartés. La création du PP a donc été à l'origine une rupture idéologique radicale avec le projet constitutionnel de 1994, et a marqué la détermination d'Abiy Ahmed à imposer sa vision, et ce par tous les moyens à sa disposition.

Ces transformations ont suscité l'opposition des Tigréens mais aussi de l'électorat oromo du Premier ministre, et d'une grande partie de la population du Sud. Le PP est très vite apparu comme une construction ne reflétant pas les clivages politiques éthiopiens, ni les divers modes d'organisation et de mobilisation. Il ne laissait pas leur place aux

---

5. T. Lyons, « The Origins of the EPRDF and the Prospects for the Prosperity Party », *Journal of Asian and African Studies*, vol. 56, n° 5, 2021, p. 1 051-1 063.

politiques d'autodétermination ni aux demandes de reconnaissance ethnoculturelle qui sont aujourd'hui au cœur du conflit. Aussi complexes qu'aient été ces arrangements, ils étaient inscrits dans la Constitution pour corriger les asymétries structurelles du pouvoir qui prévalaient, et pour donner à l'Éthiopie une chance de survivre en tant qu'État souverain et uni.

Abiy Ahmed a voulu mettre un terme à cette organisation fédérale multinationale, mais il savait que ce système était populaire auprès de plusieurs populations du Sud, notamment au sein des Oromo, qui représentent près de 40 % des habitants du pays. La création du PP n'était pas seulement motivée par le désir du Premier ministre de créer une nouvelle entité politique qui lui fût entièrement soumise ; il lui fallait disposer d'une nouvelle organisation politique, dotée d'une base idéologique post-ethnique, afin de mener à bien son objectif. Pour l'atteindre, le chef du gouvernement devait affaiblir deux des plus puissants obstacles à son programme : le TPLF et l'opposition oromo.

Le dialogue politique a ensuite été rompu lorsque les dirigeants du TPLF ont voulu défier le pouvoir fédéral en organisant leurs propres élections régionales, tout en avertissant qu'ils ne reconnaîtraient pas le gouvernement fédéral d'Abiy Ahmed à l'expiration de son mandat le 5 octobre 2020. Ce scrutin a eu lieu en septembre 2020, alors que le pouvoir central avait reporté les élections nationales en invoquant la crise sanitaire. L'administration centrale déclara donc anticonstitutionnelles les élections régionales. Le TPLF avait cependant pu montrer qu'il pouvait organiser un scrutin et le remporter largement. Abiy Ahmed riposta en déclarant illégitime le gouvernement régional du Tigré, en démonétisant ses billets de banque et en suspendant les subventions fédérales à la région. Des décisions immédiatement considérées par le TPLF comme une déclaration de guerre.

### **Une lutte pour la victoire totale**

Le 4 novembre 2020, les forces armées du Tigré attaquèrent une base militaire fédérale dans leur région. Dans un premier temps, elles nièrent toute responsabilité, puis présentèrent cette offensive comme une attaque préventive : elles estimaient qu'elles allaient elles-mêmes être prises à partie par les troupes fédérales en mouvement dans la région ou qui stationnaient à la frontière depuis quelques semaines<sup>6</sup>. Le gouvernement fédéral répondit

6. Sur le déroulement des opérations, lire : L. Touchard, « Guerre au Tigré [Première partie : du début des opérations à l'implication érythréenne] », *Défense & Sécurité Internationale*, n° 156, novembre-décembre 2021, p. 76-81.

à cette attaque en qualifiant son intervention d'opération de « maintien de l'ordre » lancée contre la « clique » du TPLF, ou encore d'opération pour « renforcer les règles de droit à l'intérieur de l'État du Tigré » et « rétablir l'ordre constitutionnel, la liberté, l'unité et la démocratie ». Cet événement fut l'étincelle qui fit éclater une guerre couvant depuis quelques mois.

Officiellement, le conflit dura à peine un mois et s'acheva par la prise de la capitale régionale, Mekele, le 28 novembre 2020. À cette date, le conflit s'est transformé, prenant un autre tour. Les rebelles du TPLF se sont organisés en guérilla afin de combattre ce qu'ils ont appelé une « invasion ». Les Forces de défense du Tigré (TDF) réuniraient 250 000 miliciens et forces spéciales. Elles peuvent également compter sur le soutien des réfugiés du Tigré qui ont fui vers le Soudan et sur celui d'une large diaspora, en Europe et en Amérique du Nord<sup>7</sup>. Les responsables des TDF ont redéfini leur stratégie et recruté des milliers de volontaires. De mars à novembre, leur contre-offensive face aux forces éthiopiennes et érythréennes a connu un succès remarquable. Ce qui n'était au départ qu'un petit groupe d'insurgés s'est transformé en une véritable armée conventionnelle en lutte contre deux des plus grandes nations militaires d'Afrique : l'Éthiopie et l'Érythrée. Les TDF sont soutenues par l'Armée de libération oromo (OLA), groupe armé qui cherche à obtenir l'autodétermination du peuple oromo, lui aussi désigné comme organisation terroriste par le gouvernement éthiopien. Les deux entités ont annoncé la formation d'une alliance pour combattre le gouvernement éthiopien. En d'autres termes, les forces « ethno-fédéralistes » ont réussi à former un front commun pour combattre le régime d'Abiy Ahmed et sa vision unioniste.

Face à ces insurgés, l'armée fédérale est affaiblie par le départ de nombreux officiers tigréens. Elle est soutenue par les troupes érythréennes et les forces régionales amhara. Celles-ci ont multiplié les bombardements d'agglomérations et les massacres contre les civils ont été nombreux, y compris ceux de responsables religieux<sup>8</sup>. Les pillages se sont accompagnés de pillages systématiques : « des usines entières ont été démontées et transportées hors du Tigré ; les véhicules en état de marche, comme les fenêtres des maisons et même des ustensiles de cuisine ont été emportés ; 80 % des récoltes ont été pillées ou volées, selon un responsable<sup>9</sup> de

7. C. Wilmot, E. Tveteraas et A. Drew, « Dueling Information Campaigns: The War Over the Narrative in Tigray », *The Media Manipulation casebook*, 20 août 2021, disponible sur : [mediamanipulation.org](http://mediamanipulation.org) (consulté le 18 janvier 2022).

8. « Ethiopia: Eritrean Troops' Massacre of Hundreds of Axum Civilians May Amount to Crime Against Humanity », Amnesty International, 26 février 2021, disponible sur : [www.amnesty.org](http://www.amnesty.org) (consulté le 18 février 2022).

9. R. Lefort, « Éthiopie : "Les Tigréens sont mis à genoux et dépossédés des moyens de se relever" », *Le Monde*, 3 juin 2021, disponible sur : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr) (consulté le 18 janvier 2022).

l'Organisation des Nations unies (ONU) ; et 90 % du bétail a été abattu ou emmené, y compris les bœufs, irremplaçables pour les labours ».

Dans un premier temps, le gouvernement fédéral et ses alliés (dont l'armée érythréenne) ont pris le dessus et contrôlé la majeure partie du Tigré. Depuis fin juin 2021, les forces du Tigré ont repris la région puis ont étendu la guerre aux régions voisines d'Afar et d'Amhara, avançant en direction de la capitale, Addis-Abeba. Lorsque les TDF ont à nouveau eu le contrôle de Mekele et de la majorité du territoire du Tigré en juin, les autorités éthiopiennes ont instauré un siège total de la région, coupant l'alimentation électrique, les télécommunications, internet et les services bancaires, bloquant les déplacements et l'acheminement de l'aide humanitaire, tout en déclarant un cessez-le-feu unilatéral.

En raison du siège imposé, le gouvernement du Tigré n'a pas cru à la sincérité de la déclaration de cessez-le-feu. Il l'a qualifiée de « plaisanterie de mauvais goût » et a décidé d'avancer vers la capitale, prétendument pour faire pression sur le gouvernement en vue de pourparlers de paix et pour la levée immédiate du blocus humanitaire imposé à sa population, frappée par la famine. L'objectif éventuel semblait être de renverser le Premier ministre et d'instaurer un gouvernement de transition. En réaction, le 10 août, Abiy Ahmed appelait tous les civils à rejoindre l'armée pour combattre la rébellion.

**Abiy Ahmed a appelé tous les civils à rejoindre l'armée pour combattre la rébellion**

La marche des Forces de défense du Tigré en direction d'Addis-Abeba a surpris de nombreux observateurs. Lorsque les villes stratégiques de Dessie et Kombolcha sont tombées entre leurs mains à la fin du mois d'octobre 2021, l'effondrement possible de l'autorité fédérale a suscité une grande inquiétude et l'état d'urgence a été déclaré dans tout le pays. Début novembre 2021, les TDF continuaient leur progression en profondeur, sans pour autant renforcer leurs flancs, au risque d'un encerclement et d'une contre-offensive. Un mois plus tard, les forces combinées TDF/OLA se trouvaient à Debre Sina, agglomération située à seulement 220 kilomètres au nord de la capitale. La communauté diplomatique s'empressait d'évacuer ses ressortissants et les autorités d'Addis-Abeba exhortaient les habitants à prendre les armes pour défendre l'agglomération. En réponse à la menace imminente, Abiy Ahmed déclarait alors une « guerre totale » contre les rebelles et se mettait lui-même en scène sur la ligne de front.

C'est alors qu'une nouvelle phase s'amorça, à la suite de la décision, le 19 décembre 2021, des autorités tigréennes de redéployer leurs forces aux frontières du Tigré. Elles déclarèrent avoir opté pour un « retrait tactique » afin d'ouvrir un espace de négociation. Il s'agissait sans doute plutôt pour elles de s'assurer qu'elles disposaient de suffisamment de forces au Tigré pour se prémunir contre une offensive de l'armée érythréenne. Le chef de la région, Debretsion Gebremichael, indiqua dans une lettre adressée le même jour au secrétaire général des Nations unies que les dirigeants tigréens étaient désormais favorables à un mécanisme onusien non défini visant à garantir le retrait du Tigré occidental des troupes érythréennes et des forces de la région voisine d'Amhara.

### **Victoire militaire, défaite politique : Abiy Ahmed piégé ?**

Fin 2021, l'équilibre sur le champ de bataille penchait en faveur du gouvernement éthiopien. Un facteur clé de ce retournement fut l'achat massif d'armes par le pouvoir central, avec notamment l'acquisition de drones de combat auprès de la Turquie. Des images satellitaires obtenues par Al Jazeera ont révélé que les Émirats arabes unis avaient ouvert un pont aérien afin d'apporter un soutien militaire au gouvernement éthiopien<sup>10</sup>. Les forces de défense tigréennes étant pour l'essentiel constituées d'une armée d'infanterie mécanisée légère, les drones ont contribué à entraver leur mobilité. La route d'approvisionnement des TDF, qui s'étend du Tigré au front sud, s'est trouvée particulièrement exposée aux attaques de drones. Début décembre, plusieurs offensives ont été lancées par l'armée éthiopienne le long du corridor de l'offensive des TDF, avec des unités afar à l'est et des forces amhara à l'ouest. Dans le même temps, il ne faut pas sous-estimer l'effet de l'appel du Premier ministre aux civils à rejoindre la ligne de front qui a pu créer un élan de ferveur nationale profitable aux autorités fédérales.

Par ailleurs, un facteur majeur pour l'arrêt de l'offensive finale des TDF sur Addis-Abeba a été la pression diplomatique exercée sur le gouvernement du Tigré. L'administration américaine, en particulier, par l'intermédiaire de son envoyé spécial l'ambassadeur Jeffrey D. Feltman, a fait preuve de fermeté à l'égard du TPLF en novembre : « nous nous opposons à tout mouvement du TPLF vers Addis ou à tout mouvement du TPLF pour assiéger Addis ». Les dirigeants du TPLF ont, pendant les 27 années qu'ils ont passées au pouvoir, été soutenus par les États-Unis. Ils ont donc hésité à poursuivre leur avancée vers la capitale, après une

10. « UAE Air Bridge Provides Military Support to Ethiopia Gov't », Al Jazeera, 25 novembre 2021, disponible sur : [www.aljazeera.com](http://www.aljazeera.com) (consulté le 18 janvier 2022).



mise en garde très claire. Les spéculations sur l'existence d'un accord confidentiel entre les États-Unis et le gouvernement du Tigré, ou sur un accord de paix avec le gouvernement éthiopien, sont nombreuses, mais aucune des parties n'a confirmé de telles hypothèses.

Jusqu'à présent, la dimension internationale du conflit n'a fait que rendre plus complexe son éventuelle résolution. Le Front de libération du peuple tigréen affirme disposer de milliers de recrues attendant de prendre les armes au Soudan, et l'Érythrée fournit un soutien militaire direct au gouvernement éthiopien. Ce dernier pourrait d'ailleurs s'avérer être une force déstabilisatrice pour la résolution du conflit<sup>11</sup>. Quant à Abiy Ahmed, il n'a pas réellement gagné militairement ni politiquement, et peut toujours craindre un retournement de ses anciens alliés à l'échelle nationale et régionale.

Sur le plan militaire, le Premier ministre éthiopien a dû compter sur le soutien de la Turquie, des Émirats arabes unis et de l'Iran<sup>12</sup>. Les combats au sol ont été menés majoritairement par les troupes des Forces de défense érythréennes, par des Forces spéciales de police de la région Amhara et celles de la milice amhara Fano, ou encore les forces de la région Afar.

Les positions amhara se sont radicalisées et les discours génocidaires contre les Tigréens se sont multipliés<sup>13</sup>. Les Amhara poursuivent le combat contre le Tigré sur fond de contentieux historiques et territoriaux. Le risque est que l'insurrection se poursuive dans la région tigréenne, l'histoire montrant la difficulté pour le pouvoir central à régner sur le Tigré par procuration ou par la force<sup>14</sup>. Les dirigeants de tous les bords ont assimilé leur survie politique à la survie du peuple qu'ils prétendent représenter. Ils ont donc travaillé dur pour s'assurer que leurs électeurs seraient capables d'intérioriser, en le faisant leur, ce raisonnement<sup>15</sup>.

**L'Éthiopie est trop divisée, trop polarisée et trop enfoncée dans la guerre**

11. A. De Waal, « Who Benefits from the Destruction of Ethiopia? », *Reinventing Peace*, 19 novembre 2020, disponible sur : sites.tufts.edu (consulté le 18 janvier 2022).

12. S. Mitzer et J. Oliemans, « Confirmed Arms Transfers to the Ethiopian Military During the Tigray War », *Oryx*, 11 janvier 2022, disponible sur : www.oryxspioenkop.com (consulté le 18 janvier 2022).

13. M. Labzaé, « Éthiopie. Dans l'Ouest du Tigray, un nettoyage ethnique à huis-clos », *Afrique XXI*, 8 décembre 2021, disponible sur : africquexxi.info (consulté le 18 février 2022).

14. C. Clapham, « The Horn of Africa: Regional Politics and Dynamics Locked », *Oxford Research Encyclopedia of Politics*, 2019.

15. M. Labzaé et M. Saddier, « Sur les réseaux sociaux, jeu de dupes autour de la guerre du Tigray », *Afrique XXI*, 15 décembre 2021, disponible sur : africquexxi.info (consulté le 18 février 2022).

L'Éthiopie est trop divisée, trop polarisée, trop enfoncée dans la guerre pour résoudre seule ses propres problèmes. La capacité interne de pression en faveur d'un dialogue ou d'un règlement négocié est quasiment inexistante. Politiquement, la guerre a affaibli la position intérieure d'Abiy Ahmed, qui ne dispose plus que d'un soutien précaire et circonstanciel : l'axe Amhara-Asmara. Si dans un premier temps le Premier ministre a favorisé la levée de milices dans chaque région en s'appuyant sur les discours violents de plusieurs officiels régionaux, il doit maintenant retrouver le contrôle de ces forces régionales et de ces milices. De plus, s'il engage des négociations avec le TPLF, il risque de perdre le soutien des Amhara et de l'Érythrée. Il se doit donc de trouver de nouveaux alliés en région Oromo, au risque de creuser un fossé avec les Amhara radicalisés.

Aucune des parties au conflit ne semble prête à des compromis. En Éthiopie, la tactique pour vaincre sur le champ politique a souvent été d'éliminer tout simplement les concurrents. Dans son ouvrage programmatique *Medemer*, le Premier ministre expliquait : « C'est notre culture de détruire notre adversaire de plein fouet et de le mettre hors-jeu. [...] Nous créons la guerre pour devenir des héros. [...] Nous avons vu à maintes reprises dans notre histoire que ce processus ne fera que provoquer la pauvreté et la douleur sur nous<sup>16</sup> ». La guerre au Tigré est emblématique de cette approche sans équivoque. Celle-ci s'alimente d'un sens aigu de l'héroïsme et d'une sorte de sentiment de supériorité qui touche chacune des parties. Un cycle, nourri d'amertume, de vengeance et de haine s'est enclenché.

C'est dans ce climat tendu que se sont déroulées les élections de juin 2021, avec l'objectif de renforcer les bases du régime et de déterminer de nouvelles relations de patronage et d'autorité. Alors que certains prônaient la violence et jouaient des tensions existantes entre les communautés pour mobiliser leur camp, la gestion de la diversité du pays est devenue une des dynamiques de cette guerre. Elle pourrait aussi constituer un élément de la résolution du conflit. Mais jusqu'à présent, toutes les tentatives de médiation ont échoué, qu'elles proviennent de pays voisins comme le Kenya, d'institutions internationales comme l'Union africaine ou le Conseil de sécurité de l'ONU, ou encore de partenaires traditionnels de l'Éthiopie comme les États-Unis.

La période de grande inquiétude et incertitude de novembre 2021 – lorsque les forces du Tigré étaient prêtes à prendre la capitale Addis-Abeba – était un phénomène antidémocratique et a représenté un grand

---

16. A. Ahmed, *Medemer*, Los Angeles, Tsehai Publishers, 2019.

risque pour la survie de l'État éthiopien. Et le danger n'est pas totalement écarté. Le gouvernement d'Abiy Ahmed a récemment été légitimé par les élections – au demeurant très imparfaites<sup>17</sup>. De son côté, le TPLF ne dispose plus du capital politique nécessaire pour obtenir le soutien d'autres forces et une légitimité à gouverner. Le parti est de plus en plus impopulaire dans le reste du pays. Les groupes politiques de la région Amhara ne seraient pas disposés à travailler avec les Tigréens si ces derniers prenaient le pouvoir au centre, ce qui signifierait avant tout la poursuite assurée des combats. L'autre option des Tigréens pourrait être de démanteler une Éthiopie qu'ils perçoivent comme un empire oppressif. Un pouvoir central éthiopien fort est considéré comme un risque pour la sécurité du Tigré. En renforçant les pouvoirs des groupes ethno-nationalistes – autant de groupes susceptibles de continuer à se battre entre eux –, tout pouvoir central s'engagerait dans une dynamique d'affaiblissement.

\* \* \*

La guerre civile qui a éclaté en 2020 a fait des milliers de morts et deux millions de déplacés. 500 000 personnes seraient aujourd'hui menacées par la famine. Tous les « ingrédients » de la guerre étaient présents depuis plusieurs années. On se trouvait face à une transition politique désirée par beaucoup d'Éthiopiens – mais ratée.

Le climat de violence politique n'a fait que s'exacerber. Le pays a en effet connu un nombre sans précédent d'assassinats politiques, largement médiatisés, et les massacres de civils se sont multipliés<sup>18</sup>. Les conflits communautaires se sont exacerbés dans les périphéries, renforçant les positions nationalistes, réactivant les vieilles rancœurs, jusqu'à la guerre totale entre le TPLF et le gouvernement fédéral. Les espoirs de transition pacifique se sont envolés et l'on peut se demander comment l'Éthiopie pourra panser des plaies aujourd'hui béantes. Un tel conflit n'aura donc pas permis, une fois de plus, de trancher cette délicate question historique : comment gouverner l'Éthiopie ?



#### Mots clés

Éthiopie  
Érythrée  
Tigré  
Guerre civile

17. S. Le Gouriellec, « Éthiopie : élections en temps de guerre », *Bulletin du Centre Francopaix*, vol. 6, n° 7, 2021.

18. J. Ashly, « Tigrayans in Ethiopia Fear Becoming "the Next Rwanda" », *African Argument*, 12 juillet 2021.

## Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement sur le site [www.revues.armand-colin.com](http://www.revues.armand-colin.com)

- ✓ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✓ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✓ Choisissez la formule papier+numérique ou e-only



### TARIFS 2022

► S'abonner à la revue		France TTC	Étranger HT*
<b>Particuliers</b>	papier + numérique	80,00 €	100,00 €
	e-only	65,00 €	80,00 €
<b>Institutions</b>	papier + numérique	175,00 €	195,00 €
	e-only	130,00 €	150,00 €
<b>Étudiants**</b>	papier + numérique	70,00 €	75,00 €
	e-only	50,00 €	55,00 €

\* Pour bénéficier du tarif **Étranger HT** et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire

\*\* Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

► Acheter un numéro de la revue	Tarif	Numéro (format X-20XX)	Quantité
<b>Numéro récent (à partir de 2014)</b>	23,00 €	.....	.....
<b>Numéro antérieur à 2014</b>	20,00 €	.....	.....
<b>TOTAL DE MA COMMANDE</b>			..... €

### Bon de commande à retourner à :

DUNOD ÉDITEUR - Service Clients - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, France  
Tél. 0 820 800 500 - Fax. 01 41 23 67 35 - Étranger +33 (0)1 41 23 66 00 - [revues@armand-colin.com](mailto:revues@armand-colin.com)

### Adresse de livraison

Raison sociale : .....

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : |\_|\_|\_|\_| Ville : ..... Pays : .....

Courriel : .....@.....

### Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

- Par chèque à la commande
- À réception de facture (institutions uniquement)
- Par mandat administratif (institutions uniquement)

Date : \_\_/\_\_/\_\_\_\_

Signature (obligatoire)

### Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✓ Je me connecte au site [www.revues.armand-colin.com](http://www.revues.armand-colin.com), onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✓ Je contacte le service clients à l'adresse [revues@armand-colin.com](mailto:revues@armand-colin.com) ou au 0 820 800 500

En vous abonnant, vous consentez à ce que Dunod Editeur traite vos données à caractère personnel pour la bonne gestion de votre abonnement et afin de vous permettre de bénéficier de ses nouveautés et actualités liées à votre activité. Vos données sont conservées en fonction de leur nature pour une durée conforme aux exigences légales. Vous pouvez retirer votre consentement, exercer vos droits d'accès, de rectification, d'opposition, de portabilité, ou encore définir le sort de vos données après votre décès en adressant votre demande à [infos@dunod.com](mailto:infos@dunod.com), sous réserve de justifier de votre identité à l'autorité de contrôle. Pour en savoir plus, consultez notre Charte Données Personnelles <https://www.revues.armand-colin.com/donnees-personnelles>. Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement sur notre site : <https://www.revues.armand-colin.com/cga>